17 & 18 MARS 2023

SALLE MÉDICIS
PALAIS DU LUXEMBOURG
15 RUE DE VAUGIRARD, PARIS 6E

ACCÈS PAR LE 15TER RUE VAUGIRARD LE SAMEDI

COLLOQUE INTERNATIONAL:

L'ÉNERGIE : BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ ?

SOUS LE HAUT MARRAINAGE DE **ÉLIANE ASSASSI,**
PRÉSIDENTE DU GROUPE COMMUNISTE RÉPUBLICAIN CITOYEN ET ÉCOLOGISTE, SÉNATRICE DE SEINE-SAINT-DENIS,

organisé par Fondation Gabriel Péri

Avec le soutien de ENoP EUROPEAN NETWORK OF POLITICAL FOUNDATIONS

Cofinancé par l'Union européenne

Fondation Gabriel Péri

L'énergie : bien commun de l'humanité ?

Conférence internationale publique*

Sous le haut marrainage d'Éliane Assassi, présidente du groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste, sénatrice de Seine-Saint-Denis (France).

Vendredi 17 et samedi 18 mars 2023

Salle Médicis, Palais du Luxembourg, 15 rue de Vaugirard, Paris 6e

(Accès par le 15ter le samedi)

L'énergie est au cœur de notre civilisation et de nos modes de vie. L'accès à ce besoin fondamental pose un certain nombre de défis qui vont des enjeux climatiques à la justice dans l'utilisation des ressources en passant par les questions de la paix et de la sécurité internationale. L'approvisionnement en énergie est en effet un facteur de conflit et de reconfiguration de la géopolitique mondiale comme en témoignent aujourd'hui les conséquences de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Or, il n'y aura pas de réponse aux enjeux climatiques et aux besoins humains dans un monde orienté vers la confrontation guerrière. L'enjeu se pose également en termes de risques, pour celles et ceux qui manquent d'énergie pour vivre dignement, tout comme sur le plan des risques liés à la production d'énergie. L'Union européenne et ses États membres ont fait le choix de soumettre l'énergie à la logique du marché et de la concurrence. Au vu des contradictions et impasses actuelles, est-ce la réponse adéquate pour décarboner l'économie et répondre aux besoins ? L'approche en termes de bien commun qui commence à être évoquée dans le domaine de l'énergie, avec des conceptions diverses ne serait-elle pas une réponse plus adaptée et à la hauteur des défis ?

Avec ce colloque, il s'agit d'inviter chercheur·e·s, actrices et acteurs publics et privés du monde de l'énergie, syndicats, représentant·e·s des institutions à travailler à mieux dessiner ce que pourraient être les contours et les implications de ce bien commun, dans une démarche qui ne l'oppose pas à la notion de service public.

En abordant les réalités et contradictions du droit à l'énergie des peuples, des inégalités d'accès, à l'enjeu des ressources (naturelles et technologiques) et à la contrainte climatique, la première séquence posera la question de savoir si l'on peut extraire l'énergie de la guerre économique et mettre en place une gouvernance mondiale. La deuxième questionnera la pertinence de la logique de marché pour répondre aux enjeux. La séquence suivante discutera du régime de propriété, des critères de gestion et de la maîtrise sociale de l'énergie. Dans un quatrième temps, le débat se portera sur le rôle de la France et ses entreprises pour favoriser la coopération internationale dans ce secteur. La recherche et la technologie seront au cœur de la cinquième et dernière séquence afin notamment de déterminer les obstacles à lever pour partager les connaissances et mutualiser les savoir-faire dans le domaine énergétique.

L'événement est organisé en partenariat avec ENOP, réseau européen des fondations politiques, et cofinancé par l'Union européenne.

ENoP EUROPEAN NETWORK OF POLITICAL FOUNDATIONS

Co-funded by the European Union

---

* *Inscription obligatoire avant le 15 mars 2023 par mail à inscription@gabrielperi.fr*
Merci de vous munir d'une pièce d'identité

Programme

Vendredi 17 mars

8h15 Ouverture des portes (contrôle de sécurité à l'entrée du palais)
8h30 Accueil café

9h-12h30

Allocutions de bienvenue : **Éliane Assassi**, présidente du groupe CRCE au Sénat français, et **Alain Obadia**, président de la Fondation Gabriel Péri.

Ouverture : « Droit à l'énergie, accès à l'énergie comme condition d'accès aux droits humains essentiels, réponse au changement climatique : où en sommes-nous dans le monde d'aujourd'hui ? », intervention de **Nadia Maïzi**, professeure, directrice du Centre de mathématiques appliquées de MINES ParisTech, co-autrice du 6ème rapport du Giec.

1ère séquence > Le droit à l'énergie : réalités et contradictions. Quelle place pour l'énergie dans la gouvernance mondiale ?

Inégalités d'accès, contrainte des ressources et climatique, le droit à l'énergie pose des défis majeurs. Alors que l'énergie conditionne la souveraineté et la puissance des nations, et qu'elle redéfinit les rapports géopolitiques mondiaux selon des lignes de fractures qui se creusent dangereusement, une gouvernance mondiale de l'énergie est-elle possible ? Peut-on l'extraire de la guerre économique ? Quel rôle pour les COP et les organisations internationales ?

- **Mustapha Kadi**, vice-président Afrique de l'ONG droit à l'énergie SOS futur, président du Collectif pour la défense du droit à l'énergie CODDAE (Niger),
- **Chloé Maurel**, historienne, spécialiste de l'ONU,
- **Thibaud Voïta**, chercheur associé au Centre Énergie & Climat de l'Ifri.

Modération : **Éric Le Lann**, coauteur de *Énergie et communisme* (Éd. Manifeste, 2021)

Lecture d'extraits de la nouvelle d'**Antoine Blocier**, *Sommet des Terriens.*

13h50-18h30

Ouverture : « Métaux et terres rares nécessaires à la production énergétique », intervention de **Christophe Poinssot**, directeur général délégué et directeur scientifique du Bureau de recherches géologiques et minières BRGM (France)

2ème séquence > Le marché européen est-il la réponse adéquate pour répondre aux enjeux ?

La décarbonation de l'énergie produite et consommée dans l'Union européenne serait une contribution majeure à la réalisation d'une nouvelle approche de l'énergie comme bien commun à l'échelle de l'humanité. Pour y parvenir, quelle politique européenne est nécessaire et comment l'articuler avec les politiques nationales pour respecter les engagements internationaux de l'UE ? Quelles sont les impasses des logiques du marché et de la concurrence mises en place depuis vingt ans ? Quelles alternatives ? Comment déterminer les prix de l'énergie ?

- **Matthieu Auzanneau**, directeur exécutif The Shift Project
- **Jakob Embacher**, Fédération syndicale européenne des services publics FSESP (Autriche)
- **Fabien Gay**, sénateur communiste, vice-président de la commission des affaires économiques,
- **Jacques Percebois**, professeur émérite à l'Université de Montpellier, directeur du Centre de Recherche en Economie et Droit de l'Energie CREDEN
- **Sira Rego**, députée européenne, vice-présidente du groupe The Left (Espagne)

Modération : **Louise Gaxie**, directrice de la Fondation Gabriel Péri.

3ème séquence > Quelles propriétés, quels critères de gestion et quelle maîtrise sociale ?

Nationalisation totale ou partielle, pôle public, coopérative, quel régime instaurer dans le secteur énergétique pour engager sa démarchandisation ? Si la propriété publique constitue un premier pas vers la souveraineté énergétique, elle n'empêche pas pour autant la soumission aux logiques du profit et de la concurrence. Comment organiser une maîtrise sociale de la production et de la distribution et penser de nouvelles formes de coopération ? Comment mettre en œuvre une gestion démocratique qui donne un pouvoir réel aux salariés, aux citoyens usagers et aux différents acteurs des territoires ?

- **Marie-Claire Cailletaud**, membre du Conseil économique, social et environnemental CESE pour la CGT,
- **Irène Calvé Saborit**, secteur énergie, Parti communiste espagnol (en visio),
- **Silvia Ramos**, secrétaire générale du syndicat mexicain des travailleurs du pétrole, l'UNTYPP (Mexique) (en visio),
- **Mathieu Strale**, docteur en géographie, spécialiste des questions d'énergie, chercheur à l'Université Libre de Bruxelles.

Modération : **Alain Obadia**, président de la Fondation Gabriel Péri.

Samedi 18 mars

8h15 Ouverture des portes (contrôle de sécurité à l'entrée du palais)
8h30 Accueil café

Matin 9h-13h

4ème séquence > Quel rôle la France et ses entreprises peuvent-elles jouer pour favoriser la coopération internationale ?

D'autres logiques que celles du profit peuvent-elles être développées pour mettre les compétences collectives acquises au service du progrès humain et des solutions énergétiques décarbonées dans le monde ?

- **André Chassaigne**, député à l'Assemblée nationale, président du groupe de la Gauche démocrate et républicaine GDR – NUPES,
- **Valérie Faudon**, présidente de la Société française d'énergie nucléaire SFEN,
- **Éric Sellini**, coordinateur CGT du Groupe Total-Energies,
- **Charles Weymuller**, chef économiste à la Direction de la stratégie d'EDF.

Modération : **Chrystel Le Moing**, Fondation Gabriel Péri.

5ème séquence > Recherche, technologies : quelles perspectives et quel partage des connaissances ? Quels sont les obstacles à lever ?

Faut-il poser la question des brevets et de l'appropriation capitaliste des connaissances, comme pour les médicaments et les vaccins ? La question de l'information scientifique, comme condition d'un débat citoyen et d'un processus de décision démocratique, sera également abordée.

- **Yves Bréchet**, ancien Haut-Commissaire à l'énergie atomique, membre de l'Académie des sciences,
- **Ilaria Casillo**, vice-présidente de la Commission nationale du débat public CNDP,
- **Sylvestre Huet**, journaliste.

Modération : **Amar Bellal**, ingénieur et enseignant, rédacteur en chef de la revue *Progressistes*.

Clôture : **Valérie Gonçalvès**, syndicaliste dans le secteur de l'énergie, responsable de la commission énergie du Parti communiste français, co-autrice de *Énergie et communisme* (Éd. Manifeste, 2021).